



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale  
Cantal / Allier / Puy-de-Dôme  
Équipe RIA

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20201016-RAP-63-0971-InspSaipolLezouxChronique.odt		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
<b>Société SAIPOL</b> Place des Curins – BP 10 63190 LEZOUX  SIREN : 388021156 SIRET : 38802115600095	S3IC  Priorité DREAL Régime SEVESO / IED	0056-00377  <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED
<b>Activité principale : Production d'huiles végétales</b>		
<b>Date du contrôle :</b> 24/09/2020		
<b>Inspecteur(s) :</b>		
<b>Type de contrôle</b>		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
<b>Circonstances du contrôle</b>		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
<b>Thèmes du contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Eau : prélèvements et rejets aqueux, sécheresse</li> <li>Air : rejets d'hexane, pics de pollution atmosphérique,</li> <li>suites dernière inspection</li> </ul>	
<b>Principales installations contrôlées</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>décorticage</li> <li>presse (huilerie),</li> <li>bassin de déshuilage avant rejet des eaux industrielles, station de prélèvement,</li> <li>extraction à l'hexane,</li> <li>granuleuse.</li> </ul>		
<b>Référentiels du contrôle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/04035 du 17 décembre 2004</li> <li>Arrêté préfectoral complémentaire du 12 septembre 2018</li> </ul>		
<b>Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)</b>		
<b>Nom</b>	<b>Société</b>	<b>Qualité</b>
<b>Copies</b> <input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule RIA <input type="checkbox"/> Autre :		

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par courrier du 14 septembre 2020 correspondaient au périmètre suivant à inspecter : *Suites de la précédente inspection, sujets d'actualité (dossier granulation, révision analyse des risques, incident remontée de fioul), prélèvements et rejets aqueux, rejets d'hexane, mesures en cas de pic de pollution atmosphérique.*

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

Une thématique qui n'avait pas été préalablement identifiée a fait l'objet d'un échange lors de l'inspection : la notification d'incidents survenus depuis la dernière inspection.

### I.3 – Constats effectués (y compris sur les suites apportées à la précédente inspection du 03/09/2019)

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

Les articles vérifiés qui n'ont pas donné lieu à un constat de non-conformités ou une observation sont les suivants :

- article 4.6.1. de l'AP du 17/12/2004 : valeur limite de rejet d'hexane,
- article 4.6.2 de l'AP du 17/12/2004 : Plan de gestion des solvants,

## II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 7 non-conformités ont été relevées. Ces non-conformités sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de 2 mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

<b>Inspecteur</b> Le 16 octobre 2020 L'inspecteur de l'environnement	<b>Vérificateur</b> Le 16 octobre 2020 L'inspecteur de l'environnement	<b>Approbateur</b> Le 16 octobre 2020 Pour le directeur régional,
Signé	Signé	Signé

## Annexe 1 – Fiche de constats<sup>1</sup>

Suites précédente inspection			
<p><b>Constat N°1 : E3 2016: Prévention du bruit :</b>            Les sources d'émission de bruit sont multiples. L'exploitant a testé une peinture isolante sur une tête d'élévateur. Si cet essai est concluant, il devra mettre en place cette solution sur différentes sources de l'atelier.            Une étude devra être menée pour proposer des solutions pour traiter les autres sources d'émission, notamment la tour aéroréfrigérante et les solutions seront mises en place en 2021.</p>			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 12.1.5 de l'AP du 29/03/2004	6 mois pour la réalisation de nouvelles actions	
<p><b>Constat N°2 : R5 2018: Utilisation de biocides – AMR- TAR :</b>            L'analyse méthodique des risques (AMR) de développement de légionelles a été mise à jour en juillet 2020 par Socotec.            Les actions préconisées doivent être mises en œuvre selon le calendrier de l'AMR. La mise à jour de la stratégie de traitement et la justification de l'utilisation de biocide non-oxydant est en particulier attendue. Les actions relatives à un risque très élevé et élevé de prolifération de légionelles devront être traités en priorité.</p>			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 26-2 de l'AM du 14/12/2013	8 mois	
<p><b>Constat N°3 : E1 2017 : Plan des réseaux :</b>            Le plan des réseaux a été fourni. Il présente des erreurs (point 6 et 2 à corriger et à rendre plus lisibles, liaison entre réseau TAR et Extracteur à matérialiser)</p>			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 6.1 et 17.4 de l'AP du 17/12/2004	3 mois	
<p><b>Constat N°4 : E4 et E5 2017 : Gestion du risque de fuite (huile alimentaire) :</b>            Les vannes ont été rehaussées pour être moins sujettes à la corrosion, les systèmes d'alerte de niveau haut des cuves ont été renforcés (doublement du système).            La cuvette de rétention des huiles alimentaires présente toujours des creux et fissures.</p>			

<sup>1</sup> L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 3 de l'AP du 17/12/2004	3 mois	
<b>Constat N°5 : R1 2017 : Rejets poussières :</b> Socotec a réalisé une nouvelle campagne de mesures des retombées atmosphériques de poussières fin 2019. Le rapport de mesure comprenant des données de l'exploitant relatives à l'activité du site a été transmis à l'inspection le 15 octobre 2020 (rapport Socotec- prélèvements réalisés du 22/12/2019 au 20/01/2020). Cependant, le rapport n'est toujours pas accompagné d'analyse, de commentaires de l'exploitant, ni de comparaisons aux résultats des précédentes campagnes de mesures pouvant expliquer la baisse/hausse des retombées de poussières.			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.2.3 de l'AP du 17/12/2004	6 mois	
<b>Constat N°6 : E1 2018 : Risque d'incendie de poussières :</b> Des manchettes ont été mises en place dans la partie décorticage sur les rotex et les aspirations. Ce système de manchette est très efficace et devra être déployé sur le 4ème tamis (gyraplan). Dans la presserie, des avancées sont attendues concernant le système de filtration de l'huile extraite. Une première étape concerne la gestion d'un flux d'air arrivant sous le tapis : cette gestion pourra permettre d'éviter la mise en suspension de particules d'huiles. Les solutions techniques sont difficiles à trouver car le matériel est ancien et non standardisé.			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	/	12 mois pour la mise en place des manchettes et la gestion du flux d'air	
<b>Constat N°7 : R1 2019 : Risque explosion :</b> L'analyse de risque liée aux élévateurs doit être transmise à l'inspection. Des systèmes de contrôle de déport de bande sont en cours de mise en place sur les élévateurs du décorticage.			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 15 de l'AM du 29/03/2004	3 mois	



**Constat N°8 : R2 2019 : Incident remontée de fioul :**  
Le rapport d'incident a été transmis. Une analyse des impacts liés à l'éventuelle diffusion de fioul dans le sol et les eaux souterraines est attendu ainsi qu'un plan de gestion si nécessaire.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 3.3 de l'AP du 17/12/2004	6 mois	

#### Nouveaux constats : Eau

##### Constat N°9 : Sécheresse

L'exploitant n'a pas connaissance de l'actuelle alerte sécheresse en cours plaçant son bassin versant en alerte renforcée. Cet arrêté n'impose que peu de restrictions concernant l'utilisation d'eau industrielle (uniquement nettoyage bâtiments et manœuvres bouches à incendie).

Les niveaux d'alerte pouvant être modifiés dans les prochaines semaines (et dans les années futures), l'exploitant devra réaliser une veille afin de connaître les prescriptions qui peuvent s'appliquer (le site Propluvia peut être utilisé) et mettre en place un plan de gestion rationnelle de l'eau en conséquence.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	AP n°20201887 du 14/09/2020	6 mois	

##### Constat N°10 : Température et pH des rejets

Un contrôle inopiné des rejets aqueux a fait apparaître des valeurs conformes à l'arrêté préfectoral concernant la DCO, DBO5, les MEST, l'azote global et le phosphore total. Cependant, les paramètres pH et température donnent des valeurs très supérieures à l'arrêté ministériel : température maximale du rejet 89°C pour un maximum autorisé de 50°C (sous réserve d'accord du gestionnaire de la station communale), pH maximal 10,3 pour un maximum autorisé de 8,5.

Une étude technico-économique est attendue concernant ces paramètres. Cette étude peut être intégrée au dossier de réexamen IED qui sera prochainement transmis à l'inspection.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 31 de l'AM du 2/02/1998	3 mois	

##### Constat N°11 : Transmission des résultats d'autosurveillance

Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux ne sont pas transmis sur l'outil GIDAF. Ils doivent être mis en ligne dans le mois suivant leur réception.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	Article 11.3 de l'AP du 17/12/2004	1 mois	

<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure			
---	--	--	--

#### Nouveaux constats : Air

##### Constat N°12 : Pics de pollution atmosphériques -rejets de COV

L'arrêté du 12 septembre 2018 imposait à SAIPOL la réalisation d'une étude identifiant les différentes possibilités de réduction des émissions de composés organiques volatils (COV) en cas de déclenchement d'une alerte « pic de pollution ». Cette étude a été transmise le 12 avril 2019 et discutée lors de l'inspection. Des dispositions en cas de pic de pollution seront prescrites dans les prochains mois par arrêté préfectoral. Cette étude a permis d'identifier une source chronique de rejet d'hexane : il s'agit du dépotage d'hexane qui est réalisé avec mise à l'atmosphère du ciel gazeux de la citerne. Une étude technico-économique de mise en place d'un système de récupération de ces émissions atmosphériques, comme cela peut exister pour les dépotages d'essence, est à réaliser.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.1.1. de l'AP du 17/12/2004	6 mois	

#### Nouveaux constats : Notifications incidents ou accidents

##### Constat N°13 : Indicents ou accidents

Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de plusieurs incidents survenus depuis septembre 2019 :

- une perte de confinement de l'hexane liquide liée à une coupure électrique (ouverture du vide vite),
- une perte de confinement d'hexane gazeux liée à un arrêt du système de refroidissement (TAR) et donc un arrêt de la condensation causé par une coupure électrique,
- un début d'échauffement dans la zone de chargement de coque.

Des actions ont été mises en place par l'exploitant de manière curative et corrective.

L'exploitant aurait dû informer l'inspection plus rapidement après la survenue de ces incidents (par téléphone ou courriel).

Il devra fournir un rapport d'incident décrivant les circonstances et les causes de ces deux premiers incidents (relatifs à l'hexane), les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Il devra prendre en compte ces trois incidents dans sa gestion de la prévention des risques.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 3.3.1. de l'AP du 17/12/2004	6 mois	